



ARRÊTÉ DU MAIRE N°T 2023-01-23T

Objet : Réglementation du stationnement et de la circulation. Travaux d'enrobés sur traversée de chaussée et dépose et repose de bordures de trottoirs au n°62 avenue Aristide Briand et au n°11 boulevard du Bel Air du 30 janvier au 10 février 2023

Le Maire de Gournay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles L 2212-2, L 2213-1 et L 2213-2,

VU le Code de la route l'article R 417 -1, R 417-5, R 417-8, R 417-10, R 417-11, R 417-12 et R 325-1,

VU la Circulaire ministérielle n° 188 du 7 Avril 1967 relative aux pouvoirs de police confiés aux Maires en matière de circulation,

VU la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – huitième partie signalisation temporaire,

VU l'Instruction interministérielle du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière, modifiée par l'arrêté du 15 Juillet 1974, par la Circulaire n°68-103 du 30 Octobre 1968 et par l'arrêté du 24 novembre 1967, modifié par les arrêtés des 17 octobre 1968 et 23 Juillet 1970, 8 Mars 1971 et 10 Juillet 1974,

VU l'arrêté permanent en date du 18 décembre 1997 interdisant le stationnement avenue Aristide Briand,

CONSIDÉRANT qu'en raison de travaux d'enrobés sur traversée de chaussée et dépose et repose de bordures de trottoirs au n°62 avenue Aristide Briand et au n°11 boulevard du Bel Air, effectués par la société ECR (8 rue de l'Industrie, 77550 LIMOGES FOURCHES, 01.71.30.60.26) suite à des travaux pour le compte d'ENEDIS, du 30 janvier au 10 février 2023, il est nécessaire de prendre les mesures d'ordre général propres à assurer le bon déroulement de ces travaux et la sécurité publique,

CONSIDÉRANT que des mesures restrictives temporaires doivent être apportées, portant sur la réglementation du stationnement et de la circulation, au droit du **n°62 AVENUE ARISTIDE BRIAND et du n°11 BOULEVARD DU BEL AIR,**

ARRÊTE

ARTICLE 1 : **Du lundi 30 janvier 2023 au vendredi 10 février 2023**, le stationnement sera interdit, des deux côtés de la voie, au droit du **n°11 BOULEVARD DU BEL AIR**, sur 20 mètres linéaires.

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2 : Pendant la durée des travaux, la circulation des véhicules sera réduite à une voie de passage, organisée en demi-chaussée, régulée par feux tricolores ou alternat manuel au droit du **n°62 AVENUE ARISTIDE BRIAND, A L'ANGLE DU n°11 BOULEVARD DU BEL AIR.**

La vitesse sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 3 : Pendant la durée et selon l'avancement des travaux, la circulation des véhicules sera interdite, au droit du n°11 **BOULEVARD DU BEL AIR**, sauf pour les riverains qui pourront prendre la voie dans les deux sens de circulation.

La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 4 : Pendant la durée des travaux, la circulation des piétons sera déviée sur le trottoir opposé au chantier et devra être assurée en permanence et en sécurité. Les piétons emprunteront le cheminement mis en place par l'entreprise.

ARTICLE 5 : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992. Le pétitionnaire sera seule responsable des accidents pouvant survenir du fait de la mauvaise implantation, de l'apposition de panneaux non appropriés et/ou du mauvais entretien de la signalisation.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montreuil (7 rue Catherine Puig, 93100, Montreuil) dans un délai de deux mois à compter sa publication ou affichage ou notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du Maire si un recours gracieux a été introduit.

ARTICLE 7 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire de Noisy-le-Grand, le Commandant de la BSPP de Noisy-le-Grand, Madame la Directrice des Services Techniques, Madame la Cheffe de la Police Municipale de Gournay-sur-Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ACTE RENDU EXÉCUTOIRE

Compte tenu de la publication le :
23 janvier 2023

Fait à Gournay-sur-Marne,
le 19 janvier 2023



L'adjoint au Maire
chargé du Cadre de Vie
Delphine SCHLEGEL